

ministre du Nord canadien et des Ressources nationales si le gouvernement avait décidé quelle mesure prendre à la suite de la décision de la Cour suprême du Canada touchant les droits de chasse et de pêche dans les réserves indiennes. Le ministre ayant eu l'obligance de dire qu'il considérerait la question comme un préavis, je me demande s'il est maintenant en mesure d'y répondre.

L'hon. Arthur Laing (ministre du Nord canadien et des Ressources nationales): Monsieur l'Orateur, je répondrais au député de Kamloops qu'un comité chargé d'examiner ce que sous-entendent les droits de chasse des Indiens s'est réuni dix fois et qu'il pourra, à la lumière du dernier jugement, achever son rapport. Je compte pouvoir alors renseigner la Chambre.

L'INDUSTRIE

LES PIÈCES D'AUTOMOBILES—L'ABOLITION DU DROIT SUR LES MACHINES

A l'appel de l'ordre du jour.

M. A. D. Hales (Wellington-Sud): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre de l'Industrie. Quelles mesures le gouvernement prend-il pour abolir le droit de 22½ p. 100 sur l'importation des machines, afin que les fabricants canadiens de pièces d'automobiles puissent concurrencer efficacement sur le marché nord-américain?

L'hon. C. M. Drury (ministre de l'Industrie): Monsieur l'Orateur le gouvernement a déjà reçu des instances à cet égard, et il doit en recevoir d'autres la semaine prochaine. Aussi le gouvernement porte-t-il grande attention à ce problème.

LE PACIFIQUE-CANADIEN

LE RÉGIME DE PENSION—DEMANDE D'UN RAPPORT SUR LES NÉGOCIATIONS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. David Lewis (York-Sud): Monsieur l'Orateur, j'aurais une question à poser au ministre du Travail. Dirait-il à la Chambre si lui-même ou ses hauts fonctionnaires ont vu les représentants des syndicats de cheminots et du Pacifique-Canadien au sujet du régime de pension de cette société, et si oui, peut-il nous dire si on en est arrivé à une entente ou quels sont les résultats?

L'hon. J. R. Nicholson (ministre du Travail): Ma réponse est oui, monsieur l'Orateur. Je me suis entretenu avec les représentants des syndicats de cheminots la semaine dernière.

[L'hon. M. Fulton.]

Des hauts fonctionnaires de mon ministère et moi-même avons vu aujourd'hui les représentants du chemin de fer et nous reprendrons nos discussions plus tard dans la journée. J'ajouterais que le sous-ministre et d'autres fonctionnaires ont eu d'autres entretiens ce matin avec les représentants des syndicats.

M. Lewis: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur.

M. Heward Graffey (Brome-Missisquoi): Monsieur l'Orateur, avant que cette affaire se poursuive...

M. Lewis: J'ai une question supplémentaire, monsieur l'Orateur...

M. Graffey: ... pourrais-je simplement déclarer, sauf votre respect, qu'hier...

Des voix: Règlement!

M. Graffey: Question de privilège, monsieur l'Orateur. J'ai posé hier au ministre une question presque dans les mêmes termes et elle a été jugée irrecevable. J'aime croire que le Règlement sera appliqué de la même façon pour tous. (*Applaudissements*) Sauf votre respect, monsieur l'Orateur, une question absolument semblable a été jugée irrecevable hier et je dois exprimer un grief personnel à ce sujet.

M. Lewis: Question supplémentaire au ministre. Pourrait-il nous dire s'il y a eu...

M. Graffey: Monsieur l'Orateur, je voudrais m'expliquer sur un fait personnel; peut-on poser une question complémentaire à une question déclarée irrecevable, hier? (*Exclamations*)

Le très hon. M. Pearson: C'était hier.

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. La parole est au député de York-Sud (M. Lewis).

M. Lewis: Monsieur l'Orateur, je demandais au ministre s'il pouvait faire connaître à la Chambre—en passant, je peux dire à mon ami qu'il pourra considérer cette réponse comme répondant à sa propre question; peu m'importe qui en est l'auteur, c'est sa nature qui compte...

M. Graffey: Le Règlement s'applique à tous les députés.

M. Lewis: Je demandais au ministre s'il pouvait informer la Chambre de l'issue des discussions.

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît.